Rôle de la séance publique du 21/05/2024 à 09h30

Président : Monsieur le Président DEREPAS
Assesseurs : Madame GIRAULT et Monsieur COTTE
Greffière : Madame GUILLOUT

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ISOARD**01) N° 2200738****RAPPORTEUR : M. COTTE**

Demandeur	CENTRE HOSPITALIER DE LIBOURNE	ABEILLE ET ASSOCIES CABINET D'AVOCATS
Défendeur	Mme M. Rahma	SELARL CHUDZIAK STEPHANE
	CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA GIRONDE	Me DE BOUSSAC-DI PACE
	OFFICE NATIONAL D'INDEMNISATION DES ACCIDENTS MEDICAUX	SELARL BIROT - RAVAUT ET ASSOCIES

Le centre hospitalier de Libourne demande à la cour : 1°) de réformer le jugement n° 1804175 du 4 janvier 2022 du tribunal administratif de Bordeaux en ce qu'il a retenu la responsabilité du centre hospitalier en raison des fautes commises dans la prise en charge de Mme M. ; 2°) de limiter à 50 % la part de responsabilité du centre hospitalier au titre de la perte de chance d'obtenir un meilleur résultat ; 3°) de réduire les demandes d'indemnisation formulées par Mme M. et, la débouter de ses demandes injustifiées notamment au titre du préjudice professionnel et de l'assistance tierce personne ; 4°) de limiter le DFP à 15 % et déduire des sommes qui seront allouées à Mme M. la créance de la caisse ; 5°) de donner acte à la compagnie concluante de ce qu'elle n'entend pas contester le droit à indemnisation de Mme M. tenant compte du principe de perte de chance et après application d'un taux de 50% ; 6°) de débouter Mme M. de la demande présentée au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ; 7°) de mettre à la charge de Mme M. la somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ISOARD

02) N° 2201265

RAPPORTEUR : M. COTTE

Demandeur	Mme L. Sabrina	CABINET D'AVOCAT RAFFAILLAC SELARLU
Défendeur	CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE BORDEAUX CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DE LA GIRONDE	SARL LE PRADO - GILBERT

Madame L. en qualité de représentante de l'enfant Louca F demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2001802 du 22 mars 2022 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté, d'une part, sa demande tendant à ce que soit ordonnée, avant dire-droit, une expertise médicale ayant pour objet de déterminer les causes des handicaps de l'enfant Louca F, les responsabilités médicales et l'évaluation de ses préjudices afférents, et, d'autre part, sa demande de condamnation du centre hospitalier universitaire (CHU) de Bordeaux à lui verser la somme de 100 000 euros à titre provisionnel ; 2°) d'ordonner l'expertise médicale sollicitée ; 3°) d'ordonner le versement d'une indemnité provisionnelle de 100 000 euros à valoir sur la réparation du préjudice de l'enfant Louca F ; 4°) de mettre à la charge du CHU de Bordeaux une somme de 3 000 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative ainsi que les entiers dépens.

03) N° 2201575

RAPPORTEUR : M. COTTE

Demandeur	MINISTERE DES ARMEES	
Défendeur	M. W. Michaël	SELARL MDMH

La ministre des armées demande à la cour : 1°) de réformer le jugement n° 1902522 du 30 mars 2022 du tribunal administratif de Pau en ce qu'il a annulé la décision du 22 octobre 2018 en tant qu'elle considère que l'infirmité « Lombosciatalgies droites » de M. Michaël W. constitue une maladie dont le taux d'invalidité ne dépasse pas le seuil minimal indemnisable et a accordé à l'intéressé un droit à pension militaire d'invalidité fixé à 20 %, à compter du 3 août 2015, au titre de cette infirmité ; 2°) de confirmer la décision ministérielle de rejet du 22 octobre 2018.

04) N° 2201699

RAPPORTEUR : M. COTTE

Demandeur	SMACL ASSURANCES COMMUNE DE BIGANOS	SCP CGCB & ASSOCIES BORDEAUX SCP CGCB & ASSOCIES BORDEAUX
Défendeur	SOCIETE GMF ASSURANCES	MAATEIS AVOCATS ASSOCIES

La commune de Biganos et la société d'assurance SMACL Assurances demandent à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2001430 du 4 mai 2022 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux l'a condamnée à verser à la société GMF Assurances la somme de 156 537,21 euros au titre des indemnisations qu'elle a servies aux ayants droits de M. La. pour le compte de son assuré, M. D., dans le cadre de l'accident de la circulation dont a été victime M. La. le 7 juin 2016 et la somme de 1 500 euros au titre des frais irrépétibles ; 2°) de rejeter les demandes indemnitaires de la société GMF Assurances ; 3°) de retenir une réduction du droit à l'indemnisation et une exonération de la responsabilité de la commune à hauteur de 50 % ; 4°) d'évaluer le préjudice des souffrances endurées de M. Vincent La. à la somme de 3 200 euros ; 5°) d'évaluer les préjudices subis par Mme Anne Baudouin et des autres victimes par ricochet aux sommes sollicitées et de rejeter ses dépenses de santé futures ; 6°) de rejeter les demandes des frais de procédure de la société GMF Assurances.

RAPPORTEURE PUBLIQUE : Mme ISOARD

05) N° 2203083 RAPPORTEURE : Mme GIRAULT

Demandeur	Mme Ma. Chantal CENTRE	Me TANDONNET
Défendeur	HOSPITALIER D'AGEN	CABINET D'AVOCATS GSA CONSEIL

Mme Ma. demande à la cour : 1°) d'annuler le jugement n° 2101569 du 31 octobre 2022 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté sa demande tendant à l'annulation de la décision du 8 janvier 2021 par laquelle le directeur du centre hospitalier d'Agen-Nérac a refusé de reconnaître l'imputabilité au service de l'accident du 2 septembre 2019 ; 2°) d'annuler la décision contestée ; 3°) d'enjoindre au centre hospitalier de reconnaître l'imputabilité au service dudit accident, dans un délai de deux mois suivant l'arrêt à intervenir et ce, sous astreinte de 100 euros par jour de retard ; 3°) de mettre à la charge du centre hospitalier la somme de 2 500 euros au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

06) N° 2300695 RAPPORTEURE : Mme GIRAULT

Demandeur	M. H. Stephen	Me ABENAQUI
Défendeur	PREFECTURE DE SAINT MARTIN ET SAINT BARTHELEMY	

M. Stephen H. demande à la cour d'annuler l'ordonnance n° 2200122 du 10 janvier 2023 du président du tribunal administratif de Saint-Martin rejetant sa demande d'annulation de l'arrêté du 20 septembre 2022 l'obligeant à quitter le territoire français sans délai.

07) N° 2303178 RAPPORTEUR : M. COTTE

Demandeur	Mme S. Marije	Me DUCOIN
Défendeur	PREFECTURE DES HAUTES-PYRENEES	

Mme Marije S. relève appel du jugement n° 2302339 du 27 novembre 2023 par lequel le président du tribunal administratif de Pau a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 16 août 2023 par lequel le préfet des Hautes-Pyrénées l'a obligée à quitter le territoire français avec un délai de trente jours et fixé le pays de renvoi.

08) N° 2303194 RAPPORTEUR : M. COTTE

Demandeur	M. U. Ahsan	Me LASSORT
Défendeur	PREFECTURE DE LA REGION NOUVELLE AQUITAINE, ZONE DE DEFENSE ET SECURITE SUD OUEST	

M. Ahsan U. , relève appel du jugement n° 2303780 du 29 novembre 2023 par lequel le tribunal administratif de Bordeaux a rejeté sa demande tendant à l'annulation de l'arrêté du 14 juin 2023 portant refus de séjour, obligation de quitter le territoire français dans un délai de trente jours et interdiction de retour sur le territoire français pour une durée de deux ans.